



# NPA

NOUVEAU PARTI  
ANTICAPITALISTE

# CONTRE MACRON, SON GOUVERNEMENT ET SON ASSEMBLÉE

## PRÉPARONS LA RIPOSTE !

BULLETIN NPA GESTAMP LE THEIL

14 JUIN 2017

Le mouvement de Macron est arrivé largement en tête du premier tour des législatives, assuré d'une majorité écrasante à sa botte à l'Assemblée – plus de 400 sièges sur 577 – dont il va se servir pour tenter de casser les droits sociaux et démocratiques des travailleurs et de la population. Tous ses candidats se sont d'ailleurs engagés à mettre en place son projet présidentiel.

### LA VRAIE MAJORITÉ : CELLE DE L'ABSTENTION

Mais plus de 51% des électeurs se sont abstenus, un record qui exprime la profondeur de l'écœurement ressenti par une majorité des jeunes, des travailleurs et au sein des classes populaires, face au cirque électoral. Un chiffre qui relativise sérieusement la « victoire » de Macron. Car en réalité, ce sont seulement 16% des électeurs inscrits qui ont voté pour son mouvement.

Chouchou du grand patronat, pur produit des institutions des banquiers et du battage médiatique, Macron s'est hissé sur les ruines des grands partis de la gauche et de la droite qui « alternaient » jusqu'à présent pour mener leur politique antisociale.

### EN MARCHÉ POUR ESSAYER DE NOUS PIÉTINER

Le nouveau gouvernement compte reprendre l'offensive, là où le précédent l'avait arrêtée. Car les « ordonnances » que Macron compte faire adopter pendant l'été, c'est la « loi travail » puissance dix.

D'après les « fuites » de la presse, elles généraliseraient la négociation au niveau de l'entreprise, là où le rapport de force est le plus favorable au patronat. Ainsi, chaque patron pourrait imposer à peu près tout ce qu'il veut en matière d'horaires, de salaires et de conditions de travail, à des conditions inférieures à celles des Conventions collectives et du Code du travail.

Elles augmenteraient encore la précarité de l'emploi en élargissant les possibilités de recours aux CDD et à l'intérim. Elles diminueraient le délai de recours aux prud'hommes et plafonneraient les indemnités versées en cas de licenciement abusif.

Suivraient une réforme de l'assurance-chômage, le remplacement des cotisations salariales par une hausse de 1,7 point de la CSG, qui pèsera y compris sur les retraités, puis une nouvelle réforme des

retraites, conduisant à la suppression du système actuel par répartition actuel et à la réduction de toutes les pensions.

Dans le même temps, l'état d'urgence est prolongé jusqu'au 1<sup>er</sup> novembre, en attendant d'intégrer à la loi « ordinaire » toutes les mesures qualifiées pour l'instant d'exceptionnelles : perquisitions, saisies des données numériques, ordinateurs portables, interdictions de manifester...

### REFUSER LE SOI-DISANT « DIALOGUE SOCIAL »

Le gouvernement compte sur l'état désastreux de la gauche et sur la passivité des directions des grandes confédérations, engagées dans les 48 « rencontres bilatérales » qu'il a programmées. Cette soi-disant concertation est un dialogue de dupes, d'autant plus que Macron a annoncé qu'il allait légiférer par ordonnances pendant l'été, sans même un débat sur leur contenu à l'Assemblée.

En fait, la seule opposition que craigne le gouvernement, c'est que les travailleurs et la jeunesse reprennent la rue pour contester sa politique.

### L'OPPOSITION, C'EST PAS À L'ASSEMBLÉE C'EST DANS LA RUE QUE ÇA VA SE PASSER

La force que nous avons montrée contre la loi El Khomri et son monde, c'est maintenant qu'il faut la montrer à nouveau : dans les entreprises, les bureaux, les quartiers, les lieux d'étude, et dans la rue. Plusieurs initiatives sont en préparation. Des syndicats et associations rassemblés dans le Front social appellent à manifester le 19 juin. Des grèves et manifestations sont programmées à EDF, dans l'Inspection du Travail dans la Métallurgie parisienne le 21 juin ... Construisons et faisons converger ces luttes !

**Disons non à la régression sociale, préparons l'affrontement avec ce gouvernement !**



LE BLOG DU SECTEUR AUTOMOBILE DU NPA

[www.npa-auto-critique.org](http://www.npa-auto-critique.org)

Tracts, actus, infos, échanges, tout sur  
l'actualité des luttes dans notre secteur  
Et maintenant sur Facebook ....



## **RENAULT-NISSAN, DES MILLIONS D'EUROS DE BONUS CACHES : C'EST QUI LES VOYOUS !**

Selon l'Agence Reuters de mardi, les banquiers de l'alliance Renault Nissan préparent le versement camouflé de plusieurs millions d'euros de bonus supplémentaires à une poignée de dirigeants autour de Carlos Ghosn le premier à se sucrer avec ce système : 26 millions d'euros entre 6 dirigeants ! Ni vu, ni connu : cela ne devrait pas apparaître dans les comptes.

Le montage révélé vise à détourner le fric d'une société créée aux Pays Bas dont les capitaux proviennent des économies – c'est à dire les restructurations – dégagées par l'Alliance entre Renault, Nissan et Mitsubishi.

Aucun démenti public de Renault, alors que toute la presse économique parle de ce plan fondé sur un détournement de capital à l'insu des autres actionnaires et des salariés.

La « moralisation » ne s'arrête pas aux portes du bureau de Carlos Ghosn. Il est temps d'en finir avec leur secret qui couvre leurs magouilles toujours plus juteuses. Assez de leur impunité ! Assez du blocage de nos salaires alors qu'ils s'enrichissent de notre travail !

## **LA LIBERTE DE MACRON EST CELLE DES MAITRES CHANTEURS !**

Dans chaque établissement, chaque patron ou responsable décide et commande les salariés qui lui « sont subordonnés ». Les conventions collectives nationales et de branches ont été gagnées par des grèves depuis des décennies. Les patrons ont toujours bloqué des quatre fers ! Le but des ordonnances Macron pour la fin de l'été, c'est un grand retour en arrière avec des règles usine par usine au bon vouloir patronal !

Ainsi le gouvernement voudrait laisser la possibilité à l'employeur d'organiser des référendums, sans plus avoir besoin d'obtenir l'avis d'un seul syndicat.

On connaît dans l'automobile. A l'usine de Smart Hambach qui appartient au groupe Mercedes, le référendum organisé par la direction avait pour but de faire accepter de travailler 39 heures payées 37, sous la menace d'un déplacement de l'usine en Slovaquie. Pour faire travailler plus en gagnant moins, ils ont utilisé le chantage ! Oui, il y a urgence à la riposte d'ensemble !

## **UN ETAT D'URGENCE PERMANENT POUR FAIRE TAIRE NOS COLERES.**

Sous prétexte de lutte « contre le terrorisme » le gouvernement de François Hollande a proclamé l'État d'urgence en 2015, prolonger cinq fois jusqu'en juillet. Le gouvernement d'Édouard Philippe veut rendre cet « état d'exception » permanent !

Quasiment toutes les mesures de l'état d'urgence pourraient se retrouver dans le droit commun. Ainsi la police peut sans l'autorisation du pouvoir judiciaire, interdire les réunions considérées comme de nature à provoquer ou à entretenir le désordre. Le ministre et ses préfets peuvent placer une personne suspecte sous bracelet électronique et bien sûr interdire une manifestation.

Le gouvernement légalise un genre de guerre intérieure permanente contre tous ceux, militants écologiques, syndicalistes, politiques, qui veulent user de leur droit de manifester contre la politique du gouvernement. Sous prétexte de sécurité, toute mobilisation sur la voie publique est interdite.

## **MACRON SE FOUT DE LEUR GUEULE !**

Après avoir piégé leur usine avec des bouteilles de gaz, les ouvriers de GM&S Industry avaient interrompu leur occupation, ayant obtenu un sursis avant une mise en liquidation judiciaire.

Aucune offre de reprise n'a été déposée le 7 juin. « Le résultat, c'est qu'il y a zéro offre, donc on se fout de notre gueule » a dénoncé la CGT de l'usine.

L'intersyndicale a interpellé Macron, présent dans la région juste avant les élections. En plus des délégués reçus, les ouvriers avaient aussi fait le déplacement. Peu d'images dans les journaux télévisés, mais il y a été copieusement hué par les ouvriers de GM&S et une partie de la population.

Je ne suis pas le père Noël a expliqué Macron. Et il laisse faire Renault et PSA qui n'ont en rien augmenté leurs commandes. Devant la faiblesse des propositions du Ministère, ils ont décidé à nouveau le blocage de l'usine ce mardi 13 juin.

Pour gagner et continuer à leur faire peur, rien ne remplace la mobilisation et notre soutien maximum à ceux et celles qui luttent pour leur emploi !

## **PLAFONNER LES INDEMNITES DE LICENCIEMENTS PAR LES PRUD'HOMMES :**

La loi El Khomri avait déjà tenté de le faire mais le gouvernement précédent avait dû lâcher du lest face à la mobilisation.

Aujourd'hui, ce sont les juges prud'homaux qui décident du montant des indemnités en cas de licenciement abusif en prenant en compte l'âge, l'ancienneté de l'ex-salarié mais également la composition familiale, la difficulté à retrouver un travail dans le secteur et les circonstances du licenciement.

Un licenciement abusif, c'est dire le viol de la loi, des conventions collectives ou des accords d'entreprise. En exigeant depuis toujours le plafonnement des indemnités de licenciement, Les patrons veulent les faire baisser et savoir combien ça coûte pour les intégrer dans leurs calculs de rentabilité.

Pourquoi se gêner ! Par de telles mesures le gouvernement va favoriser ces licenciement abusifs, c'est à dire le viol de la loi par les patrons. Autant savoir et refuser tout compromis sur cette question !

## **AU MAROC, LA CONTESTATION S'ETEND**

Au Maroc, le mouvement populaire qui a commencé en octobre 2016 après la mort du vendeur de poissons Mohsen Fikr, broyé dans une benne à ordures, prend de l'ampleur face à la répression du régime de Mohamed VI. Ce dernier a arrêté ces dernières semaines des leaders de la contestation comme Nasser Zefzafi.

D'abord concentrée dans la région du Rif, la contestation s'est étendue à d'autres villes comme Rabat ou Tanger où des sit-in de solidarité ont été organisés. Ce dimanche, plusieurs milliers de personnes ont défilé dans les rues de Rabat au cri de « *vive le peuple* » et « *dignité et justice sociale* ». Les revendications sont nombreuses : le jugement des responsables de la mort de Mohsen Fikr, la levée de l'état d'urgence dans la région d'Al Hoceïma, des emplois, des infrastructures... Elles reflètent la colère contre toute une société qui condamne des millions de personnes à la misère.

**Si notre bulletin t'intéresse, n'hésite pas à le diffuser  
Ou à nous contacter : [npa.perche@gmail.com](mailto:npa.perche@gmail.com)  
Ou à joindre les diffuseurs : Tél. 06 82 44 28 63**